

**CONSEIL REGIONAL DE BRETAGNE**  
**SESSION de JUIN 2015**  
**Déclaration de politique générale,**  
**Marie-Pierre Rouger, groupe Bretagne Écologie**

Monsieur le Président, chers collègues,

Tout le monde, dans cette Assemblée, a en tête l'échéance cruciale de l'automne prochain, je veux parler de la COP 21.

C'est la France qui présidera cette 21ème Conférence des Parties de la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques. De nombreux élus, réseaux citoyens, associations, acteurs économiques travaillent pour que cette conférence planétaire aboutisse à l'adoption d'un premier accord universel contraignant sur le climat pour maintenir l'augmentation de la température globale en deçà de 2°C.

Les conclusions des travaux du GIEC ont largement démontré que l'intensification du dérèglement climatique due à l'activité humaine était une certitude et que le scénario de l'inaction aurait des conséquences catastrophiques. Le rapport 2014 du Programme des Nations unies pour le développement alerte déjà sur le ralentissement du développement humain en partie lié au dérèglement climatique et ses effets, notamment à l'augmentation de la fréquence des catastrophes naturelles. Les tensions liées aux ressources jettent sur les routes trop de victimes innocentes et qui frappent à nos frontières transformées en murs désespérément infranchissables. Nous ne pouvons déréguler toujours plus le commerce des marchandises en particulier des biens alimentaires et dans le même temps restreindre le droit d'asile. Comme le rappelait hier Robert Badinter, nous avons un devoir impérieux de solidarité humaine. Pour que les peuples des continents les plus touchés par les dérèglements climatiques et les crises à répétition puissent faire le choix de vivre dans leurs pays d'origine, la transformation de nos économies et de nos sociétés pour un monde décarboné, à faible empreinte écologique et sociale, est aujourd'hui un impératif : c'est bien de l'avenir de l'humanité dont il est question.

Je reprends ici les termes d'un chef d'état particulièrement éclairé sur le sujet dans la presse de ce jour :: « La sobriété est devenue la condition du développement ».

Il nous faut agir pour rendre vivable et désirable le monde dans lequel vont vivre les jeunes d'aujourd'hui et les générations futures.

C'est pourquoi, si la politique jeunesse n'est pas une compétence directe de la Région, elle constitue une priorité transversale pour notre majorité régionale.

Parmi les moyens de la politique de la jeunesse, la question de l'emploi est évidemment au cœur des préoccupations.

La dernière enquête de l'Observatoire régional des enseignements supérieurs en Bretagne confirme que l'insertion professionnelle des diplômés des universités bretonnes est plutôt bonne et près de trois-quarts des titulaires d'une des 99 licences professionnelles proposées dans nos universités ont trouvé un emploi dans les trois mois

suivant l'obtention de leur diplôme. Je note au passage que les hommes bénéficient de meilleures conditions d'insertion que les femmes, exercent plus fréquemment un emploi à durée indéterminée et leur salaire médian est supérieur de 100 € ... il y a encore du chemin à faire, mais je ne peux m'empêcher de penser que ces résultats plutôt satisfaisants sont en partie la conséquence des efforts de la Région pour offrir aux lycéennes et au lycéens des conditions d'accompagnement éducatif qui soient à la hauteur de leurs ambitions et de leurs possibilités. Et vous savez à quel point il s'agit pour moi d'une préoccupation permanente.

La réussite scolaire n'est pas tout. En ces temps troublés, tout doit être fait pour développer des espaces d'expression et d'échange qui permettent aux jeunes bretons de comprendre la société, de s'y exprimer et de se préparer à assumer leurs responsabilités de demain dans un monde de sobriété. Le Conseil Régional des Jeunes est l'un des outils de cette politique volontariste et constitue un lieu unique d'apprentissage et d'exercice de cette citoyenneté.

Comme le dit le philosophe Edgar Morin, « Vivre s'apprend par ses expériences avec l'aide d'abord des parents, des éducateurs, puis par les livres, la poésie, les rencontres. Vivre, c'est pouvoir réaliser ses aspirations personnelles au sein d'une société ». Toutes les compétences des collectivités doivent être mobilisées pour répondre à ces attentes et à ces nécessités. C'est le sens que je donne à une politique solidaire, de gauche et écologiste.

Je vous remercie